

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18108 - 70ÈME ANNÉE

À La Réunion, bientôt tous les pouvoirs pour les opposants au gouvernement PS

La responsabilité écrasante des socialistes dans la victoire annoncée de la droite



Paul Vergès souligne que le taux record d'abstention au premier tour montre la plus grave crise politique que l'on connaisse.

Au cours d'une conférence de presse, Paul Vergès, sénateur et conseiller régional a expliqué comment la Fédération socialiste de La Réunion a amené la Droite au pouvoir, au sein du Conseil Régional et par conséquence bientôt au Conseil Départemental.

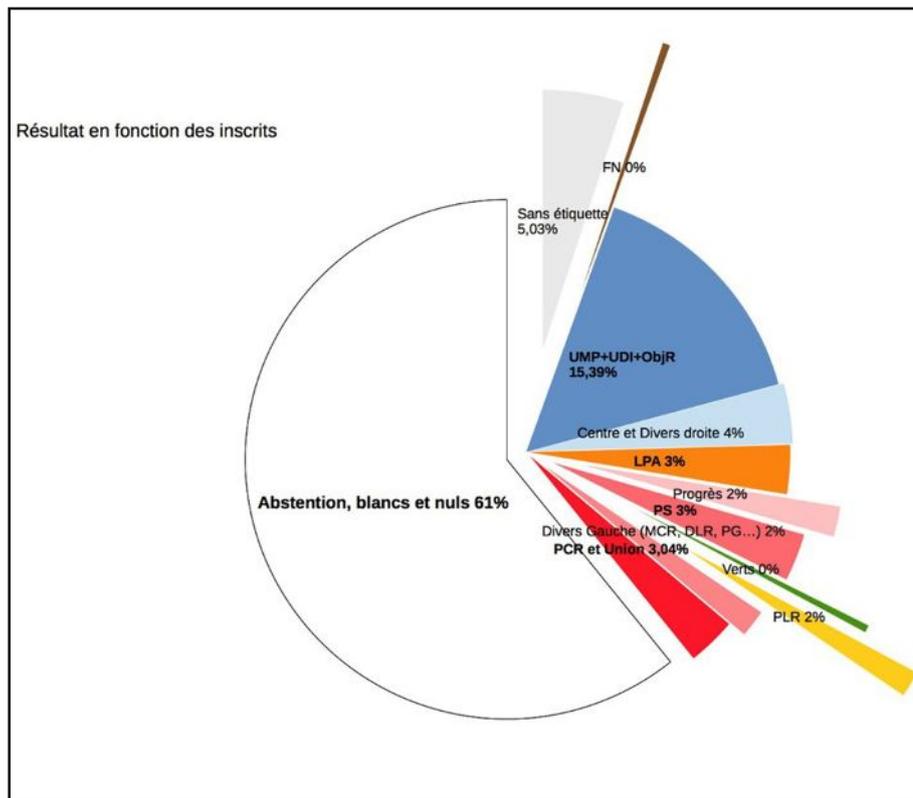
Ce vendredi en conférence de presse, Paul Vergès a décrit une situation réunionnaise inédite alors qu'en France le Parti Socialiste tente de lutter contre l'extrême droite en appelant au vote républicain et tente de contrecarrer la Droite à tous les niveaux : communal, départemental, régional et présidentiel.

Après avoir évoqué le contexte économique, social et géopolitique de La Réunion, découlant de la crise

structurelle, qui prend son origine avec la mise en vigueur de la loi du 19 mars 1946 (voir en page 4), Paul Vergès a évoqué « les décisions décisives » à venir pour l'avenir de La Réunion qui entrent dans « le cadre de cette élection départementale ».

Une très faible représentativité

Le sénateur a évoqué la faible représentativité de la plateforme de l'union UMP-UDI-Objectif Réunion. Ses représentants « ont dit qu'ils allaient tracer l'avenir de La Réunion, mais tous les candidats de l'union qui se sont présentés ne représentent que 16 % des inscrits ». En effet, les représentants de la plateforme de l'union UMP-UDI-Objectif Réunion ont revendiqué 40 % des suffrages, cependant seuls 43,81 % des inscrits ont voté, ce qui re-



L'ampleur de l'abstention relativise largement le score de la coalition qui s'autoproclame grande triomphatrice du scrutin.

présente en réalité 15,39 % des inscrits en leur faveur.

Pour Paul Vergès, il s'agit d'une « crise politique la plus grave que l'on connaisse », car les élus ont une faible représentativité, sans compter les nuls et les votes blancs. « On est face à une minorité de votes, car la majorité des Réunionnais n'ont pas été voter », soit 56,16 % des inscrits, a déploré ce dernier. Pour lui, le second tour n'est pas encore passé qu'« on parle des régionales et des législatives », alors qu'« on est face à une assemblée provisoire, qui n'a fait qu'aggraver les dérives actuelles ».

D'ailleurs, « on disait que le Conseil général était le syndicat des maires parce qu'il n'y avait que des maires et des conseillers municipaux » siégeant dans l'institution. Désormais, « le Conseil départemental est la représentation des maires des grandes communes, car où sont passés les représentants des communes de Salazie, Trois Bassins, Entre Deux ? »

Cette situation crée un déséquilibre car « ceux qui détiennent le pouvoir sont les maires des communes de Saint-Pierre, Saint-Paul, Saint-André, Saint-Louis, c'est un déséquilibre incroyable dans la représentation de la proximité » avec la population, a déploré Paul Vergès.

La Droite face à ses responsabilités

Les représentants de l'union UMP-UDI-Objectif Réunion « disent qu'ils vont marquer le Conseil Départemental, le Conseil Régional et les prochaines législatives », pour cela, « ils vont donc entrer en campagne ». Sachant que « le président de la République va changer, ils veulent tracer l'avenir de La Réunion pour les 7 à 8 années à venir », a expliqué Paul Vergès.

« Si l'on tient compte de cette perspective, le 29 mars, la moitié des cantons socialistes n'auront pas changé » et les présidences seront réduites de moitié en France, a indiqué ce dernier. À La Réunion, « le changement est fondamental, si on pense que tout va se concrétiser », les Réunionnais devront faire face à deux éléments.

D'un côté, « une crise à Paris, car François Hollande a guère de chance d'être réélu », et d'aujourd'hui à mai 2017, « on est avec un pouvoir de Droite », car le Sénat, une majeure partie des communes et des Conseils départementaux sont à droite. De l'autre côté, « on va faire face à un pouvoir local à droite » également. En plein « triomphe aujourd'hui, on se demande ce qu'ils vont pouvoir dire sur la filière canne, sur les conséquences de la NRL et sur la

conférence Climat de Paris », a indiqué Paul Vergès.

Deux éléments contextuels qui vont s'imposer aux représentants de la Droite, pour le sénateur. D'autant plus que « tout va se jouer sur les plans économique, social et en matière d'aménagement d'ici 2015-2016 ». Raisons pour lesquelles, « certains vont se réveiller sur leur triomphe et leur 16 % d'inscrits » ayant voté pour eux. Mais pour Paul Vergès, il faut « tracer les responsabilités, si tout se passe à La Réunion différemment des Antilles, c'est parce qu'il n'y a pas eu de rupture de la majorité ».

Les socialistes, initiateurs de la victoire de la Droite

À La Réunion, « la rupture a eu lieu quand le PS a refusé de faire liste commune avec nous », lors des élections régionales de 2010. « Je me demande si ce refus était irresponsable ou analphabète pour régler un compte au PCR, où si c'était réfléchi », s'est interrogé le conseiller régional de l'Alliance. « C'était le changement qui a apporté le plus de modifications institutionnelles à La Réunion, tout ce qui se passe aujourd'hui découle de la décision du PS de ne pas faire l'union ».

« Dans le changement politique qu'il y a eu, la responsabilité du PS est catastrophique, car ils croyaient que cela concernerait seulement le PCR, mais cela a donné tout pouvoir à la droite », a expliqué Paul Vergès. D'autant que l'allié de 2010 se retourne désormais contre la fédération socialiste car « Didier Robert a regroupé tous les élus contre le gouvernement » et l'ancien allié a « détruit le PS », « c'est là les conséquences considérables d'une décision politique de dernier moment ».

En effet, ce dernier a rappelé l'accord de principe établi avec le PS, mais qui a été annulé au dernier moment « parce qu'ils avaient changé d'avis ». Mais « ce qui est fondamental, c'est que c'est entre 2015-2016 que tout va changer, les politiques devront faire face à des conséquences économiques et sociales graves à la Réunion ».

Céline Tabou

Edito

72 heures après les élections, Manuel Valls présentera les «réformes» à la Banque centrale européenne

Les élections départementales verraient la perte de la présidence d'entre 30 et 40 départements pour le PS. Après les victoires des municipales, des sénatoriales et celle quasi-certaine des départementales, la droite en France aura de puissants leviers. Si les régionales reproduisent le résultat des départementales, alors ce sera la catastrophe pour les socialistes : le Sénat, les Régions, la majorité des Départements et des communes seront autant de points d'appui de l'opposition au gouvernement dans la perspective de la présidentielle de 2017.

À quelques mois de l'élection présidentielle de 2012, le PS détenait la présidence du Sénat, celle de toutes les Régions de France sauf une, de la majorité des Départements et la direction de nombreuses communes. Cette dynamique a sans doute aidé à obtenir l'alternance en 2012. Mais depuis cette date, le pouvoir a perdu toutes les élections.

À la fin de l'année, c'est l'opposition au gouvernement qui peut se trouver dans une position aussi favorable que celle du PS fin 2011. La différence, c'est qu'elle détiendra tous ces leviers pendant plus de deux ans avant la présidentielle, et pas pour seulement quelques mois.

Les revers électoraux des représentants du gouvernement se sont accompagnés d'un rétrécissement de la majorité. Ce sont d'abord les communistes qui ont choisi de voter contre le budget d'austérité, pour ne pas soutenir une politique à l'opposé des promesses de 2012. Ce sont ensuite les écologistes qui ont décidé de quitter le gouvernement. Il ne reste plus aux côtés des socialistes que le Parti des radicaux de gauche, et il doit faire face un interne à un courant de députés « frondeurs » qui manifestent leur désaccord dans l'abstention.

Mais pour 2017, le PS veut encore y croire. Il a lancé une invitation à tous les partis de la majorité présidentielle pour discuter avec eux des divergences et des moyens de les aplanir. Cette démarche se fonde sur une arithmétique décrite par le premier secrétaire du PS : le bloc des gauches arriverait en tête devant l'UMP-UDI et l'extrême droite. Les Verts ont répondu favorablement pour un échange lundi.

Pour essayer de rassembler à nouveau les forces qui ont fait élire un président socialiste, le PS dit qu'il veut lancer la discussion. Mais est-il prêt à changer de politique ? Le résultat d'une rencontre 72 heures après les élections donnera une idée plus précise.

Ces derniers jours, le Premier ministre préparait un déplacement à Francfort en Allemagne. Il doit y rencontrer mercredi les responsables de la Banque centrale européenne. « Ces entretiens visent à présenter les réformes mises en œuvre par le gouvernement français et leur calendrier. Ils visent également à faire le point avec les principales institutions européennes sur les initiatives en cours en matière de croissance et d'emploi, afin de consolider la reprise économique, écarter le risque de déflation, et résorber le chômage de masse », précise un communiqué du Premier ministre. Après la Commission européenne, ce sera la seconde fois en quelques semaines que le chef du gouvernement français sera soumis à un tel traitement. Les « réformes » présentées 72 heures après les élections marqueront-elles un changement de politique ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	février 2014	janvier 2015	février 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	133 330	135 830	135 520	-0,2%	1,6%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	19 550	20 970	21 410	2,1%	9,5%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	152 880	156 800	156 930	0,1%	2,6%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 490	3 430	3 340	-2,6%	-4,3%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	13 600	14 480	14 930	3,1%	9,8%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	169 970	174 710	175 200	0,3%	3,1%
<i>Pour mémoire :</i>					
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 598,1	3 742,0	3 755,0	0,3%	4,4%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 636,2	1 788,6	1 806,0	1,0%	10,4%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 234,3	5 530,6	5 561,0	0,5%	6,2%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 931,8	6 219,8	6 246,0	0,4%	5,3%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Les derniers chiffres du chômage pour le mois de février : plus de 175.000 Réunionnais inscrits à Pôle emploi.

Paul Vergès et l'analyse globale de la situation

Une crise structurelle ancrée

Lors d'une précédente conférence de presse, le 16 mars, Paul Vergès avait « apporté tous les éléments de la crise économique, social et événementiel arrivés à un point de convergence » faisant des années à venir « une période décisive ». Deux semaines plus tard, « les derniers événements confirment notre analyse », a expliqué le sénateur communiste.

« Les derniers événements confirment notre analyse », a dit ce vendredi Paul Vergès en conférence de presse. En effet, avec la hausse du chômage, « les décisions à venir sur la canne à sucre », la crise du logement, la hausse prochaine des carburants, l'endettement croissant des familles, l'augmentation probable des impôts ou du moins la revalorisation des seuils pour les bas salaires, ainsi que les possibilités d'une remise en cause de la surrémunération, sans oublier « les problèmes dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, avec 116 000 illettrés » ; « on est engagé en 2015 dans des décisions irréversibles » a assuré Paul Vergès.

Le chômage, point d'orgue de la crise

Pour ce dernier les indicateurs économiques et sociaux découlent de la crise structurelle de La Réunion « avec toutes les conséquences découlant de la loi du 19 mars 1946 ». Ainsi par cette loi,

« un apartheid a été mis en place » permettant à une seule couche de la population de bénéficier d'un salaire indexé, engendrant des monopoles.

« Tous les gouvernements successifs essaient de trouver des moyens de soutenir une économie frappée par cette crise structurelle », a déploré Paul Vergès pour qui « un homme politique doit se baser non sur les événements mais sur la grande tendance qui est là depuis 69 ans : le chômage ». Depuis six décennies, « le chômage a continué à s'aggraver, cela doit être un élément de notre analyse », a assuré Paul Vergès.

Un chômage qui pourrait être réduit, si l'environnement régional de La Réunion était pris en compte. En effet, avec l'évolution démographique et économique de Madagascar, Maurice et des Seychelles, par exemple, La Réunion sera vite dépassée par les événements. Mais surtout, l'île devra faire face à des concurrents de poids sur les marchés internationaux, particulièrement face aux partenariats mit en place entre les pays de la zone Océan indien et les pays émergents tels

que la Chine et l'Inde.

Dans un contexte géopolitique et géoéconomique en mouvement, La Réunion va rapidement se trouver isolée, si aucune politique de coopération n'est mise en place dans les intérêts des réunionnais et de son économie. « Que fait La Réunion dans la COI ? » a posé Paul Vergès. Figurante au sein de la Commission de l'Océan indien, La Réunion a un très faible poids dans les échanges. Une des raisons pour lesquelles, le conseiller régional a déploré « les visites protocolaires et le développement des îles Vanille », qui n'auront aucun poids face aux alliances déjà faites entre l'Inde et l'île Maurice, par exemple.

Pour l'élu, « la politique internationale remet tout en cause de façon décisive ». D'autant plus, que le bouleversement de l'ordre mondial se concentre sur l'Afrique et l'Asie, deux continents ayant participé au peuplement de La Réunion et avec lesquels les liens culturels sont très présents chez les Réunionnais.

Céline Tabou

Second tour des départementales dimanche

Le PCR bien parti pour confirmer ses progrès

Le deuxième tour va-t-il confirmer les enseignements du premier tour, à savoir un rejet des élections par la majorité de la population, le redressement du PCR, l'effondrement du PS, le recul de LPA et de PLR, et l'avance de la coalition anti-gouvernementale grâce aux moyens de la Région Réunion ?



Dimanche, dynamique amplifiée pour le PCR ?

Le 22 mars dernier, le premier tour des élections départementales a dégagé plusieurs rapports de force. Le premier a été le rejet majoritaire du scrutin par les électeurs. Les abstentionnistes et ceux qui ont voté blanc ou nul représentent plus de 60 % du corps électoral. Ce score a plusieurs explications.

Tout d'abord, c'est le nombre toujours plus important des Réunionnais qui ne croient plus que le système politique actuel puisse régler leurs problèmes. Les médias ont leur responsabilité dans cette évolution. L'angle privilégié par les organes de presse écrite, audiovisuelle et en ligne est de faire abstraction de l'idéologie, du parti et du programme pour se concentrer sur les personnes. Cette fois, c'est la composition du binôme qui est mise en avant. Deux individus disent qu'ils peuvent faire mieux que les autres. C'est le moment des promesses les plus déma-

gogiques les unes que les autres. D'autres candidats peu scrupuleux utilisent les moyens municipaux pour faire campagne et promettre des emplois qui pourront augmenter les revenus de ceux qui seront les « heureux élus » au cas où quelques promesses parmi tant d'autres sont tenues.

Le 22 mars, la population a lourdement sanctionné ces méthodes : près des deux tiers des inscrits ont refusé de couler un bulletin dans l'urne.

Une autre raison est relative à la réforme du vote. Les cantons sont agrandis. C'est la fin des petites communes-canton. Toutes les petites communes ont dans leur circonscription une grande commune. Cela réduit fortement les chances pour ces petites collectivités d'avoir un élu dans la future assemblée. C'est un fait qui favorise l'abstention, alors que dans les élections à La Réunion, ce sont les petites communes qui tirent le taux de participation vers le haut.

Le refus du vote est aussi un moyen de manifester un sentiment de trahison vis-à-vis des promesses nées des élections de 2012. Lors de la présidentielle, le candidat socialiste s'était engagé à relancer le chantier du tram-train, ainsi que celui de l'autonomie énergétique tout en s'engageant à accompagner les Réunionnais vers plus de responsabilités. Cela n'a pas été tenu, et c'est au contraire un chantier inutile et pharaonique que le gouvernement soutien. La politique d'austérité menée à Paris est aussi à l'opposé des engagements pris.

Le PCR a un projet, il progresse

Les suffrages exprimés au premier tour représentaient moins de 40 %. Ils ont dégagé les faits suivants. Tout d'abord, c'est le redressement du PCR malgré les coups portés

	Voix	%
PCR et Union	18739	8%
Divers Gauche (MCR, DLR, PG...)	10536	4%
PLR	9970	4%
Verts	2810	1%
PS	18292	8%
Progrès	11708	5%
LPA	18816	8%
Centre et Divers droite	23250	10%
UMP+UDI+ObjR	94782	40%
FN	3847	2%
Sans étiquette	30988	13%

Abstention, blancs et nuls : 61 %

Rappel de la répartition des forces au premier tour.

pour le détruire. Il avait deux élus dans le précédent Conseil général, il n'en sera pas moins cette fois-ci. Au premier tour, le PCR était devant à Saint-Suzanne/Cambuston/Petit Bazar et à La Possession, et en seconde position derrière les candidats des maires au Port et à Saint-Pierre. Au soir du premier tour, le nombre de voix obtenu par le PCR faisait jeu égal avec le PS et LPA, et distançait largement le Progrès et PLR, de quoi donner de l'urticaire à celles et ceux qui œuvraient à la disparition du PCR. Au cours de cette campagne, le PCR a marqué sa différence. Ses candidats n'étaient pas dans des batailles de personnes, ils ont fait avancer leurs idées avec pour socle le programme de 25 propositions présentées publiquement à Sainte-Suzanne le 22 février dernier. Cette manière de faire autrement est combattue par les médias qui lui accordent peu de place. Mais c'est bien cela qui permet au Parti de confirmer son redressement. Sur la base de la dynamique lancée le 22 mars, les candidats soutenus par le PCR pourraient donc remporter des belles victoires dimanche.

Le PS aura-t-il des élus dans son bastion de Saint-Denis ?

Ensuite, c'est l'effondrement du PS et de son allié du Progrès. Ce dernier a pu avoir deux élus dès le premier tour, et ce sera sans doute les seuls. Du côté du PS à Saint-Denis, un canton est déjà perdu, un autre est en ballottage défavorable ; pourra-t-il sauver les 2 autres ?

À Saint-Benoît, le premier secrétaire de la Fédération socialiste aura dimanche en face de lui un binôme rassemblant les maires de Sainte-Rose et de Saint-Philippe. L'autre canton est menacé. Le seul espoir subsiste dans une candidature d'union avec le PCR dans le canton du centre-ville de Saint-Pierre. Le PS et le Progrès avait 11 élus dans le Conseil général. Ils en auront au moins 2. Pour le reste, ils devront bénéficier du soutien d'autres partis et mobiliser les abstentionnistes.

PLR et LPA reculent inexorablement

Un autre enseignement est le recul de deux partis créés récemment par des leaders qui doivent beaucoup au PCR : il s'agit du LPA et PLR qui partagent une large exposition médiatique. Dans la politique réelle, ils sont clairement circonscrits chacun dans une commune. Pour continuer à exister, PLR ressuscite au Port les vieilles méthodes réactionnaires oubliées depuis 50 ans. Les candidats communistes ont dressé une liste impressionnante d'actions entreprises par PLR pour fausser le scrutin au Port. Cela ne fait que révéler la nature profonde de cette municipalité. Le refus de PLR de participer au débat radiophonique sur le scrutin du Port prévu sur Réunion Première montre la faiblesse des arguments des représentants de la municipalité : ils ont peur du débat. Quant à Saint-Paul, bastion de PLR l'année dernière, le parti de Bello est à la peine. À l'échelle de l'île, PLR n'a séduit que 4 % des électeurs, soit deux fois moins que le

PCR.

LPA a raté sa tentative de se déployer dans toute l'île. Il paye ainsi ses erreurs d'avoir relégué ses représentants départementaux au rang de candidats fantômes. En particulier, il avait fait de Saint-Louis un objectif prioritaire. Résultat : le PCR qui était derrière le LPA aux municipales de 2014 est maintenant bien devant le parti de Thierry Robert. À Saint-Pierre, le LPA a aussi perdu son leadership de l'opposition au profit du PCR et ses alliés dans cette élection. À Saint-Denis, après maintes hésitations, il finit par s'offrir comme force d'appoint.

Panique à bord

Ce champ de ruines amène à des décisions surprenantes. C'était lundi soir : la demande pressante du maire socialiste de Saint-Denis d'obtenir le soutien du LPA dans sa commune en échange du soutien du PS aux candidats de Thierry Robert en ballottage ailleurs dans l'île. Lui répondant en direct, Thierry Robert avait refusé cette coalition au nom de son concept de Politique autrement "ni la droite, ni la gauche". Mais jeudi, le maire de Saint-Leu a brutalement changé d'avis appelant à battre « l'union de la droite ». C'est donc un aveu de panique sur Saint Leu où il a été mis en ballottage avec des conséquences personnelles.

Le poids de la Région

Arrivée en tête dans de nombreux cantons, la coalition UMP-UDI-Objectif Réunion tire le bénéfice de son ancrage dans les municipalités, de l'impopularité du gouvernement et des moyens de la Région Réunion dirigée par le président l'Objectif Réunion. Malgré ces moyens exceptionnels, la coalition est aussi victime du rejet du corps électoral. En dépit des scores dépassant 60 voire 70 % au premier tour, elle n'a eu que deux élus. Il y a donc de quoi largement relativiser le triomphe que lui accordent par avance les commentateurs.

Le résultat de dimanche fera donc réfléchir tous ceux qui ont compté pour faire perdre l'Alliance aux régionales de 2010. Beaucoup de personnes regrettent du temps où les communistes et l'Alliance étaient à la Région. A n'en pas douter, ils reviendront.

M.M.

Productions agricoles, hors la canne, de nature à booster notre développement économique...

I-Le géranium (première partie)

QUOTIDIEN DU PARTI
COMMUNISTE
RÉUNIONNAIS

LUNDI 7 AVRIL 1975
N° 458

Témoignages

Revue Fondée 192
75, rue St. Louis
Saint-Denis
974 01 LA REUNION

ABONNEMENT
10,00 F.F. par mois.
Le numéro : 0,50 F.F.

A LA CHALOUPPE AU TAMPON ET AU GUILLAUME SAINT-PAUL

■ Succès des rassemblements et défilé, samedi et hier

▷ **LES PLANTEURS DE GÉRANIUM ONT DIT AVEC FORCE LEUR REFUS DE LA RUINE ET PROPOSÉ DES SOLUTIONS IMMÉDIATES**

▷ Les élus du sud, unanimes, ont affirmé leur soutien à ces solutions



SAMEDI DANS LES RUES DU TAMPON. « LE GÉRANIUM NE DOIT PAS MOURIR. »

Dans son édition du 31/12/2012, on pouvait lire ceci dans Témoignages à titre d'évocation de la crise du géranium, une des grandes crises que notre économie a connue dans les années 1960 : « Au milieu des années 1960, les planteurs de géranium n'ont pas accepté cette injustice de l'intégration. Ils se sont révoltés. Le pouvoir a fait venir de France des gendarmes et des CRS pour la répression et pour protéger les intérêts des gros planteurs. 60.000 personnes vivaient alors du géranium. Cette filière était un atout considérable. La Réunion était le premier producteur mondial, elle avait donc un savoir-faire qui permettait à l'Europe d'être en tête dans ce secteur. La bataille s'est prolongée pendant plusieurs années avant que la filière s'effondre. Des milliers de planteurs ont été ruinés, et l'Europe a perdu la place de leader qu'elle avait grâce aux Réunionnais. »

Que reste-t-il aujourd'hui de ce fleuron de notre agriculture ?

Selon les chiffres de la chambre d'agriculture :

La production locale de géranium, distillée par la Coopérative Agricole des Huiles Essentielles (CAHEB), connaît un regain d'activité depuis trois – quatre ans pour atteindre les niveaux enregistrés dans les années 2004 – 2005. Ce qui permet de bien se repositionner sur un marché international qui offre de nombreux débouchés tant en parfumerie qu'en cosmétique et en soins para-médicaux... La filière est constituée principalement de petits producteurs. 65 % des planteurs livrent moins de 10 kg d'équivalent en huile essentielle. 95 % de la production d'huile essentielle va à la vente à l'export. Le reste va au tourisme local et à la consommation locale.

-* Surface cultivée : 150 ha

-* Nombre de producteurs : 140

-* Production d'huile essentielle : 2 tonnes

On est bien loin de notre production des années 1960. Avec 165 tonnes en 1965 d'essence de géranium ou encore 173 tonnes en 1929 et 155 tonnes en 1939 (chiffres extraits) du plan de survie « adopté par le PCR en 1975.. Mon propos n'est pas, pour l'instant, de revisiter la crise qui a frappé notre agriculture à partir des années 1960, mais d'indiquer où nous en sommes aujourd'hui par rapport à la situation que nous avons connue dans le passé...

Quelques données figurant sur le site de la CAHEB (coopérative des huiles essentielles de Bourbon)

C'est au 17^e siècle que le « géranium » a été ramené en France par un botaniste Vers la fin du 17^e siècle, près du cap de Bonne-espérance, Sa ressemblance avec le géranium lui fait attribuer cette appellation. En fait, il s'agit d'un pélargonium : géranium et pélargonium doivent leurs appellations respectives, à des noms d'oiseaux en grec : la grue ou geranios, la cigogne ou pelargos.

Le Géranium Rosat a été introduit chez nous, à la fin du 19^e siècle semble-t-il vers 1870. On le cultive aujourd'hui dans le sud de l'Espagne et de l'Italie, au Maroc, en Egypte et en Chine. La Chine est actuellement le plus gros producteur d'huiles essentielles de Géranium.

un dossier de Georges Gauvin

Oté

I koup pa la bransh ou lé asiz dosi !

Tèrla, mi sort diskrit in pé èk bann zanplwayé komino mon kominn, banna té pou mont in mir mwalon. Toudinkou nou la tonm si lo sizé zéléksyon départmantal, an so moman, koman évit lo sizé vik nou lé an plin dodan ziska dimansh, boudikont ziska domin. Banna té sink pou kozé. Inn i di a mwin, kossa ou pans si in zanplwayè komino i sar pa voté dimansh ? Li na lo drwa ousinonsa li na pwin lo drwa rèt son kaz ? Ou krwa si li sar pa, lo mèr i pé konvok a li lindi gran matin, domann a li pou rézon poukoué li la pa voté ? In pé i koz, in pé i koz pa, in pé i akout.

Poukoué tousala késtyon si lo vot vik i prétan domoun i dwa èt lib zordi ? Banna i di a mwin, lo mèr i fé shantaz èk domoun, la di konm sa, pou gingn in lavansman karyèr, domin i fo vni, é la li rogard pa solman si lo boug lé la, li rogard osi si tout son famyi la prezant biro dvot, é konm la néna in dézyinm tour, lé pli danzéré ankor pou nou, vik la, li sar plish la lis éléktoral pou byin war. Ala koman bann zanplwayè komino i fé wuit nèf a shak éstan. Parl pi santaz si la sitiasyon titilèr, a shak élékasyon i roport pou lo proshin zéléksyon.

Konm sa minm i ral a nou tankipé. Mi di par mwin minm, sanm pou mwin, tank zot na pwin in bon léstati pou zot, in vré léstati ki protèz pou vréman bann zanplwayé komino pou tout koléktivité kiswa la rézyon kiswa lo départman osi, sanm pou mwin bann mèr va kontinié profité. Dopli lo tan lo parti kominis i sobat la d'si, dopli lo tan ni di i fo in plan titilarisasyon pou tout. Kont pa si bann mèr la drwat pou fé sa, zot i pé pa koup la brahsh zot lé asiz dosi !

Justin

Dovine, dovinaye. Kosa in shoz ?

Mon lespri lé par déyèr moin

.....

bato (akoz son gouvernay sansa son motèr)